

Impressum

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1303

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Crèches: l'offre répond-elle à la demande?

Par Stéphane Armenti, sociologue

Dans DP 1302, Stéphane Armenti a rappelé les objectifs fondateurs de la mise sur pied des structures d'accueil de la petite enfance. Il met ici en évidence la modestie de l'offre par rapport à la demande en ville de Lausanne.

SI LES POUVOIRS publics lausannois ont fait des efforts considérables pour l'accueil de la petite enfance (ouverture aux écoliers primaires dès 1988, effort de subventionnement, augmentation du nombre de places offertes, amélioration du niveau de formation du personnel) il n'en reste pas moins que rares sont les parents qui disent avoir placé leurs enfants sans éprouver de difficultés, ou que tout a été facile lorsqu'ils ont cherché une place dans une garderie. Alors, où est la vérité? Trop ou pas assez de crèches publiques et privées subventionnées?

Offre communale modeste

Si l'on connaît l'offre (le nombre de places disponibles), le nombre de places demandées reste difficile à cerner. À quels chiffres faut-il s'intéresser, à tous les enfants, utilisateurs potentiels, résidant à Lausanne ou aux demandes effectivement parvenues aux garderies? La première méthode a l'avantage de présenter le rapport entre la situation dans l'idéal (que tous les enfants en âge d'avoir une place en aient la possibilité sans que les parents doivent chercher des solutions de remplacement ou obliger l'un des deux à rester à la maison) et la situation dans la réalité (combien de places y a-t-il effectivement?)

Cette méthode a d'ailleurs été utilisée par la Municipalité de Lausanne dans un rapport-préavis à l'intention du Conseil

communal en 1993. Ainsi le rapport entre les places mises à disposition par la Commune (institutions publiques et privées subventionnées) et la population enfantine lausannoise susceptible de les occuper varie entre 5% et 16% (cela en fonction de l'âge et sans tenir compte des mamans de jour et du Jardin-Famille). L'offre de places reste donc modeste compte tenu des utilisateurs potentiels.

Au niveau cantonal

C'est également ce que l'on constate au niveau du canton. Les chiffres cités par le Conseil d'État vaudois au moment du récent débat sur l'aide à la petite enfance sont similaires. 46 000 enfants de 0 à 6 ans du côté de la demande (donc en excluant les écoliers primaires); 650 places en nurserie, 1450 places en garderie, 920 places dans les Unités d'accueil pour écoliers, sans tenir compte des mamans de jour (rassemblant 2000 places d'accueil); l'offre représente donc un peu plus de 3000 places, soit moins de 10% de la demande potentielle (chiffres tirés du *Journal de Genève* du 14 mai 1997). Là aussi l'offre est mince par rapport à une situation idéale. ■

Oubliés...

EN 1947, des représentants du mouvement ouvrier ont pris l'initiative d'acheter l'Hôtel Freienhof, le principal établissement de la ville de Thoune. Ce fut comme si la révolution avait éclaté. Les organisations « bourgeoises » qui y siégeaient ont changé de local et même le Männerchor qui avait une salle portant son nom n'a plus voulu y chanter. Cinquante ans ont passé et apporté l'oubli. Des groupements partis à l'époque sont revenus. L'établissement a perdu le surnom de Kremlin que certains lui avaient attribué. cfp

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:

Claude Pahud (cp), Géraldine Savary (gs)

Ont collaboré à ce numéro:

François Brutsch (fb)

Gérard Escher (ge)

André Gavillet (ag)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Le Débat: Stéphane Armenti

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,
Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9